



Le rapport

Le FLEGT et la lutte contre les moteurs de la déforestation

Mercredi 18 mars, 9h00-12h30

Points clés

- La conversion des terres en faveur de l'agriculture est la principale cause de la déforestation. Environ 50% de toute la déforestation tropicale est illégale, et le bois et les biens agricoles dérivés de cette conversion sont destinés au marché européen.
- Les instruments du Plan d'action FLEGT de l'UE peuvent être utilisés pour empêcher le bois issu de la conversion illégale d'entrer sur les marchés européens.
- L'amélioration de la gouvernance est essentielle pour lutter contre la conversion illégale des terres forestières.
- Divers types d'instruments voient le jour pour garantir un développement favorable aux forêts, notamment les engagements du secteur privé envers une «déforestation zéro», la REDD+ et les stratégies pour une croissance verte.
- Il convient de lutter contre les moteurs de la déforestation par le biais de cadres politiques européens plus cohérents.

Résumé

Sam Lawson, d'EarthSight, a présenté les tendances concernant la conversion des terres forestières. La moitié de toute la déforestation tropicale est liée à la conversion illégale des forêts pour l'agriculture commerciale. Malgré le manque de données fiables, la conversion illégale des terres forestières apparaît comme un problème crucial. Le bois et les produits agricoles dérivés de cette conversion sont illégaux, et sont destinés en large partie au marché européen. Plus que le bois, ce sont plutôt les biens agricoles, dont la valeur est supérieure, qui sont le principal moteur de la conversion des terres. Empêcher le bois de conversion illégale d'entrer en UE par le biais des instruments du FLEGT n'est donc pas suffisant pour lutter contre le problème de la conversion illégale des terres forestières.



Les participants ont analysé le problème du bois de conversion illégale au Cameroun, en Indonésie, et au Vietnam, et ont cherché des solutions. Au Vietnam, il a été proposé que le marché intérieur soit inclus dans les négociations APV car une grande partie du bois de conversion est importé des pays voisins et destiné au marché intérieur. Les participants craignent que l'application du SVLK indonésien (système de vérification de la légalité du bois) pose un risque pour la crédibilité des autorisations FLEGT du bois indonésien. Il serait souhaitable d'améliorer la norme afin qu'elle inclue l'existence d'un permis et la légalité du défrichage des terres selon la loi indonésienne.

Au Cameroun, on s'attend dans le futur à ce que le bois provienne uniquement de concessions minières et agricoles. Dans de nombreux cas, les concessions forestières empiètent sur d'autres utilisations des terres, et il n'existe pas de cadre juridique clair pour gérer ces conflits. La société civile camerounaise estime que l'APV au Cameroun offrira des solutions si toutes les parties prenantes participent aux processus décisionnaires relatifs à l'utilisation des terres.

La Colombie n'est pas engagée dans un processus APV, mais le FLEGT a permis de sensibiliser la population sur la gouvernance et les outils disponibles pour lutter contre la déforestation et l'illégalité, comme par exemple le Pacte volontaire sur le bois légal. Grâce à ce pacte, de nombreux secteurs se sont engagés dans des discussions officielles pour lutter contre l'exploitation illégale du bois.

Les intervenants ont expliqué dans quelle mesure le Plan d'action FLEGT de l'UE, et les APV en particulier, possédaient des instruments pour lutter contre le bois de conversion illégale, même si le Plan d'action FLEGT de l'UE n'était pas prévu, au départ, pour lutter contre la déforestation. Certains participants souhaitent que les lacunes des APV soient comblées et les instruments mieux utilisés, afin de mieux prendre en compte le régime foncier et les différences entre les lois coutumières et statutaires. D'autres participants ont proposé d'adapter le Plan d'action ou même d'en élaborer un nouveau, afin de mieux prendre en compte les nouvelles réalités sur la conversion illégale des terres forestières. Enfin, plusieurs participants ont souligné qu'une mise en œuvre correcte du Règlement de l'UE sur le bois serait une première étape pour lutter contre la conversion illégale des forêts.

Les intervenants ont débattu des façons de lutter contre la conversion des terres forestières au-delà de l'attribution du Plan d'action. Alors que se prépare la Conférence de Paris, qui aura lieu à l'automne 2015, les pourparlers sur les changements climatiques donnent une visibilité supplémentaire à l'agriculture, à la foresterie et à l'utilisation des terres, notamment la REDD+. Pour les participants, l'amélioration de la gouvernance de l'utilisation des terres est indispensable pour lutter contre la déforestation, et il incombe à l'UE de rapprocher la REDD+ et le FLEGT. Malgré les nombreuses différences entre ces deux mécanismes, ils peuvent être considérés comme les deux faces d'une même pièce quand il s'agit d'aborder les échecs de la gouvernance conduisant à la déforestation tropicale.



Les intervenants ont débattu d'un grand nombre d'instruments publics et privés existants pour garantir un développement favorable aux forêts.

Les participants ont recommandé que les pays producteurs de bois et de biens agricoles organisent des débats au niveau national sur l'utilisation des terres, et prennent des décisions afin d'équilibrer le développement économique et la conservation des forêts dans leurs stratégies de croissance verte. Le Libéria a rappelé comment il s'était engagé avec la Table ronde pour une huile de palme durable et la Tropical Forest Alliance pour réconcilier des intérêts différents. Par ailleurs, une nouvelle politique sur le droit des terres a été promulguée en loi, grâce à laquelle le gouvernement ne peut plus attribuer de vastes superficies de terres sans le consentement des communautés locales. Au Vietnam, une nouvelle réglementation destinée à réduire la conversion des forêts stipule que les nouvelles plantations de caoutchouc ne peuvent être établies que sur des terres fortement dégradées. L'application des cadres juridiques reste néanmoins un défi dans de nombreux pays producteurs de produits de base.

Les entreprises productrices de produits de base s'engagent de plus en plus dans des politiques de «déforestation zéro» et font référence à l'utilisation des terres, à la valeur en termes de conservation et aux stocks de carbone. Même si les systèmes de certification ont été la priorité jusqu'à présent, l'engagement des entreprises envers des chaînes de l'offre sans déforestation va au-delà de la certification. Des initiatives public-privé comme la Forest Tropical Alliance (TFA) réunissent des fabricants de biens de consommation, des vendeurs et les gouvernements, afin de concrétiser les engagements en action. C'est le cas par exemple du Plan d'action 2020 sur le développement de l'huile de palme en Afrique mis en œuvre par la TFA.

Enfin, pour certains participants, l'Europe doit être plus cohérente sur la déforestation. En encourageant les politiques du FLEGT et de la REDD+, l'UE contribue également à la destruction des forêts en Asie et en Amérique latine par le biais de sa politique européenne sur les bioénergies. Un plan d'action européen sur la déforestation est donc nécessaire pour renforcer la cohérence politique et encourager un développement favorable aux forêts.

Conclusions

La conversion illégale des forêts en faveur des biens agricoles est responsable de la moitié de la déforestation tropicale. Les instruments du Plan d'action FLEGT de l'UE peuvent être utilisés pour lutter contre le bois de conversion illégale. Cependant, lutter uniquement contre le bois de conversion illégale ne mettra pas fin à la conversion des terres forestières. Divers instruments pour améliorer la gouvernance de l'utilisation des terres et répondre à l'offre et à la demande de biens agricoles issus de terres converties par exemple, sont nécessaires pour lutter contre la conversion des terres légale et illégale. Introduire les politiques d'utilisation des terres dans les stratégies de



FLEGT / 20 **BRUSSELS**
WEEK / 15 16 - 19 March

croissance verte au niveau national, relier les politiques FLEGT et REDD+, encourager les partenariats publics-privés sur des biens favorables aux forêts: ces actions sont essentielles et doivent être encouragées par un cadre politique européen cohérent, afin de lutter contre les moteurs de la déforestation et d'encourager le développement favorable aux forêts.